



Délégation
Permanente de la Belgique
auprès du
Conseil du Pacte Atlantique Nord

Bruxelles, le 1er octobre 1980.

P08.93

N° 7053

Annexe: 1

REG. P. A.
ACTION SLIP
N° 12969/80

P. A. Sub - Registry
File No 19-3-01

Cher Glenn,

→ 19-10-01 (Poland)

Je vous prie de trouver ci-joint le compte-rendu d'un entretien que l'Ambassadeur de Belgique à Varsovie a eu, le 26 septembre 1980, avec M. DOBROSIELSKI, Vice-Ministre des Affaires Etrangères.

J'envoie copie de cette lettre aux membres du Comité Politique.

Amities,

Leo WILLEMS.

Monsieur Glenn CELLA,
Président du Comité
Politique,
Bureau I/206,
O.T.A.N.

Document NOT to be removed
from file.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DÉCLASSIFIÉ - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Entretien de l'Ambassadeur de Belgique
à Varsovie avec M. DOBROSIELSKI sur la
situation en Pologne.

- 1) Le Vice-Ministre, compétent pour l'Europe Occidentale depuis la promotion de CZYREK, a souligné trois aspects des récents événements:
 - a) Il s'agit d'une réaction spontanée de l'ensemble du peuple polonais.
 - b) L'action n'est nullement dirigée contre le système socialiste ou les Alliances, mais contre les abus, la corruption, les erreurs de gestion.
 - c) L'attitude de retenue des Gouvernements (par opposition à certains partis, journaux ou syndicats) a facilité la solution politique par voie de négociation, sans devoir faire appel à la force.
- 2) Il a assuré qu'à aucun moment l'éventualité d'une intervention soviétique n'a été envisagée, "contrairement à 1970 où des responsables du Parti avaient demandé l'aide de Moscou". Il reconnaît que certains responsables, "dans l'espoir de sauver leur position", ont brandi l'épouvantail d'une intervention. Ce fut une erreur "car les grévistes ne se sont pas laissés influencer par cette manoeuvre, pas plus d'ailleurs que par les appels du Cardinal".

DOBROSIELSKI ne va pas jusqu'à prétendre que Moscou est heureux de l'instauration de syndicats indépendants et du droit de grève, mais il faut faire la distinction dans l'idéologie entre les principes essentiels et les moyens.

Il existe en Pologne d'autres situations qui sont in-orthodoxes du point de vue idéologique et qui sont acceptées par l'U.R.S.S. (place de l'Eglise, structure de l'agriculture, etc.). La seule justification d'une intervention soviétique serait d'ordre stratégique, mais le pays et le Parti restent fidèles au socialisme et au Pacte de Varsovie.

- 3) Bien qu'il admette que la situation ne soit pas encore définitivement stabilisée, il espère que les ouvriers sont conscients - malgré les efforts de quelques anti-socialistes marginaux et de certains milieux étrangers - que les résultats acquis dans les domaines social et politique ne peuvent être garantis que par le travail et l'absence de nouvelles revendications irréalistes. Parlant de MOCZULSKI, KURON, MICHNIK, "qui ne signifieraient pas grand chose sans les media occidentaux", il espère qu'on les laissera en liberté, afin que "la Pologne puisse conserver pour Madrid une image caractérisée par la modération, la négociation et le non-recours à la force", c'est-à-dire, par des principes appliqués aussi bien à l'intérieur que dans ses relations internationales.